

**MARCHE DE SERVICE  
N° 971-PREF-SATPN-2025-MAPA-AI-02**

**Lot n°03 du précédent marché n° 971-PREF-SATPN-2024-AOO-AI-02 déclaré sans suite  
pour des motifs ne résultant pas d'une infructuosité de la procédure**

**ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES ESPACES VERTS DES SERVICES DE LA POLICE  
NATIONALE BASES EN GUADELOUPE**

Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie  
législative du Code de la commande publique

Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie  
réglementaire du Code de la commande publique , modifié

– Décret 2022-1683 du 28 décembre 2022

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG/FCS

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

**ANNÉE 2025**

**DATE DE DÉPÔT DES PLIS (CANDIDATURES/OFFRES) : AU PLUS TARD LE 14 AVRIL 2025 A 12H00  
PRÉCISES, HEURE LOCALE DE GUADELOUPE.**

**CCP numéroté de 1 à 11**

## **Cahier des clauses particulières**

<b>Article 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 : DATE D'EFFET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
2.1- Durée d'exécution du marché	3
<b>Article 3 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
3.1 – Allotissement	3
3.2 – Options et Variantes	3
<b>Article 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
4.1 - Sous-traitance	4
4.2 - Clauses environnementales et sociales	4
4.3 - Organisation des travaux	4
4.4 - Suivi et contrôle des travaux	5
4.5 - Personnel, matériel et fournitures	5
<b>Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
5.1 – Obligations de résultat	5
5.2 - Observations générales	6
5.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	6
5.4 - Visite des sites	6
<b>Article 6 : PRIX</b>	<b>6</b>
6.1 - Évaluation des prix et fournitures	6
6.2 - Détermination du prix	7
6.3 - Révision des prix	7
<b>Article 7 : PÉNALITÉS</b>	<b>7</b>
<b>Article 8 : ASSURANCE</b>	<b>8</b>
<b>Article 9 : PAIEMENT</b>	<b>8</b>
<b>Article 10 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>8</b>
10.1 - Retenue de garantie	8
10.2 - Avance	8
10.3 – Clause de réexamen	9
<b>Article 11 : RÉSILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>9</b>
<b>Article 12 : Cessions</b>	<b>9</b>
<b>Article 13 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>9</b>

## **Article 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

La présente consultation a pour objet les prestations d'entretien et de nettoyage des espaces verts des services de la police nationale de Guadeloupe.

Le présent marché est un marché de services à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et prix unitaire pour les besoins ponctuels, (cf. art. R2112-6 du décret relatif au Code de la commande publique).

Pour l'ensemble des dispositions qui ne sont pas stipulées dans le présent cahier des clauses administratives et particulières, il sera fait référence au CCAG Fournitures courantes et services, arrêté du 30 mars 2021.

## **Article 2 : DATE D'EFFET DU MARCHÉ**

À titre indicatif, le marché commencera le 01 juin 2025.

### 2.1- Durée d'exécution du marché

Le marché Le marché prendra effet à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2025. Le marché pourra être reconduit annuellement, par décision **tacite** du pouvoir adjudicateur, par période d'un an et ce, jusqu'au 31 décembre 2028. Au cas où la périodicité ne serait pas respectée, le règlement des prestations sera effectué au prorata temporis. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur adressera au titulaire un courrier recommandé avec accusé de réception au moins deux mois avant la date d'échéance annuelle.

Au terme du présent marché, si pour une raison quelconque le nouveau marché ne peut être notifié, le marché en cours sera reconduit à titre exceptionnel, par avenant, pour une durée ne pouvant pas dépasser un an.

## **Article 3 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ**

Le présent marché est composé de trois lots – numérotés de 01 à 03. Lot 03 **a été déclaré sans suite pour des motifs ne résultant pas d'une infructuosité de la procédure.**

Les prestations concernant chacun des sites figurent dans les annexes jointes au présent CCP et tableaux d'engagement :

Lot n°3 : entretien et nettoyage des espaces verts des sites

**SATPN, sis 267, allée Maurice Micaux – 97 100 Basse-Terre.**

**Hôtel de police sis au Champ d'Arbaud – 97 100 Basse-terre.**

**Les services relatifs au lot 3 (Direction Territoriale de la Police Nationale et Service administratif de la Police Nationale) sont appelés à déménager dans le courant de l'année 2025.**

**En raison de l'affectation des services dans le nouvel hôtel de police, un ordre de service fixera la date de démarrage des prestations du site du Champ d'Arbaud – 97 100 Basse-terre.**

### 3.1 – Options et variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes et des options.

## **Article 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché est constitué par les éléments énumérés ci-dessous :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes (DPGF)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des clauses particulières
- Le bordereau de prix unitaire
- Les tableaux d'engagement sur le chantier des lots 1 à 3
- Le cadre de réponse technique, renseigné, daté et signé (pièce contractuelle)
- La lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat (DC2)
- Le règlement de consultation
- L'attestation de visite
- Le cahier des clauses administratives générales établi par l'arrêté du 30 mars 2021 portant

approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, non fourni.

#### 4.1 - Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. Si la demande de sous-traitance intervient au moment de la proposition ou en cours d'exécution, le candidat devra préciser au SATPN – bureau des marchés publics et de l'administration immobilière (BMPAI) :

- la nature des prestations confiées à la sous-traitance,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant.

Le formulaire DC4 (sous-traitant) devra être transmis au SATPN – BMPAI - dûment rempli, signé, daté et revêtu du cachet de la personne habilitée, par la voie dématérialisée.

**La sous-traitance totale est interdite.**

#### 4.2 - Clauses environnementales

##### **A – Clauses environnementales**

L'entrepreneur conservera l'entière responsabilité de l'emploi des produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents et la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées. Il devra démontrer toutes les actions mises en œuvre pour la protection de l'environnement, la destruction et le recyclage des déchets.

Les produits utilisés pour les travaux de nettoyage devront être conformes aux prescriptions établies par la loi notamment en matière de Médecine du Travail pour garantir la santé des salariés de l'Entreprise de Nettoyage et les services de police concernés.

Dans le cadre de ses prestations, le candidat devra mettre en place des mesures et moyens pour une démarche respectueuse de son environnement, par les choix de son matériel, des produits, de ses méthodes de travail et la gestion de ces déchets.

Le titulaire devra s'orienter vers des produits facilement identifiables qui devront être étiquetés, accompagnés de pictogrammes compréhensibles et répondant aux normes européennes.

**Attention** : Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site.

#### 4.3 - Organisation des prestations

Les interventions seront accompagnées d'une signalisation pour la protection des personnes au travail.

Le titulaire devra désigner obligatoirement un responsable de l'organisation de la prestation, du personnel affecté (encadrement, discipline) au site et d'une manière générale, de l'application des clauses du présent cahier des charges. Ce responsable sera considéré comme le représentant du prestataire sur site et sera donc l'interlocuteur du SATPN.

Cet agent devra, au moins une fois par mois, rendre compte au SATPN – contact M. MARIE-JOSEPH – Tél. : 0590 94 20 22- de la bonne marche du chantier ou des difficultés éventuellement rencontrées.

Toutes les fins de mois un état des travaux réalisés sera rétabli contradictoirement par les deux parties

Les anomalies ou accidents qui pourraient survenir lors d'un passage de l'entreprise seront signalés au SATPN.

Le prestataire bénéficiera de la possibilité de faire stationner pendant ses heures de travail, s'il y a lieu, les véhicules nécessaires à la réalisation du chantier.

#### 4.4 - Suivi et contrôle des travaux

Le prestataire fournira annuellement, pour chaque lot, un bilan des prestations réalisées. Par ailleurs, dès la notification du marché, le titulaire fournira au SATPN un calendrier trimestriel des interventions de chaque lot.

Le titulaire sera soumis à des contrôles sur l'effectif présent et la qualité des prestations par le SATPN. Ainsi, toute absence d'effectif ou de défaut de réalisation d'entretien des espaces verts sera notée et notifiée au prestataire et déduite de la facture pour la partie non exécutée.

#### 4.5 - Personnel, matériel et fournitures

Le titulaire fournira le personnel, le matériel et toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations du présent marché. Le personnel devra impérativement faire preuve de discrétion.

Seules les personnes désignées pour effectuer les prestations pourront accéder aux sites (liste des effectifs à jour tenant lieu de justification d'accès aux locaux affectés), la présence d'autres personnes est formellement interdite. Un passage fichier sera effectué pour les personnels devant exercer sur les sites rentrer sur les sites. À cet effet, le titulaire communiquera les copies des CNI de ses agents et éventuels sous-traitants.

Le titulaire devra doter son personnel d'exécution de vêtements appropriés et de moyens de protection conformes aux normes de sécurité en vigueur lui permettant d'être identifié et de travailler en toute sécurité. En outre, tous les agents en activité sur les sites devront porter en permanence un badge spécifique à leur fonction.

Le personnel de l'entreprise titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. En cas de manquement aux règles normales d'usages, leur remplacement pourra être demandé.

Le personnel du titulaire devra être en possession des certificats d'habilitations nécessaires (permis de conduire, certificat d'applicateur de produits phytosanitaires,...) et de tous autres documents conformes à la législation en vigueur au moment des travaux.

En cas de manquement une lettre d'observation sera adressée au titulaire pour se conformer aux mesures édictées sur cahier des charges. À défaut, l'employé se verra renvoyer du site.

Il est à noter que toute modification du personnel devra faire l'objet d'une information transmise par courrier au SATPN – dans les 7 jours.

Le matériel sera homologué, en bon état de fonctionnement, sans fuites et satisfaisant aux contrôles requis.

Les fiches techniques des produits utilisés et matériels seront transmises avec le cadre de mémoire technique. Le matériel employé sera conforme aux normes réglementaires existantes ou à venir. Il sera toujours entretenu en parfait état de fonctionnement et de propreté.

### **Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

#### 5.1 – Obligations de résultat

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer, dans les délais prescrits toutes les prestations nécessaires dans le but d'assurer l'entretien des espaces verts, cela dans le respect des règles de l'art et conformément aux dispositions du cahier de charges du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter par son entreprise et ses correspondants éventuels tous les engagements souscrits au titre du présent marché.

Les entreprises sont tenues de répondre à l'ensemble des prestations demandées au bordereau des prix.

Afin de prévenir tout risque d'incident, l'entreprise titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires.

#### 5.2 - Observations générales

Le titulaire sera pleinement responsable des dégâts ou dégradations occasionnés pendant l'exécution de ses prestations, de tous les accidents qui pourraient survenir à ses employés, à des tiers ou à des objets et ouvrages.

En aucun cas, il ne pourra se prévaloir de l'absence de renseignements, de ce fait après s'être rendu sur les

divers sites pour en estimer l'importance et ayant pris connaissance du présent CCP il ne pourra sous aucun prétexte, soit par omission ou tout autre raison, être dispensé d'exécuter une prestation ou en réclamer une plus-value.

### 5.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter la prestation, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Ainsi, il sera fait application de l'article 45 du CCAG-FCS, qui prévoit l'exécution de la prestation par un autre moyen aux frais et risques du titulaire.

### 5.4 - Visite des sites

Une visite des sites sera assurée avec **un représentant du bureau de la gestion technique du patrimoine et un représentant du bureau de la logistique du SATPN** est obligatoire, afin de définir avec exactitude et précision, toutes les interventions à réaliser.

L'absence de la transmission de l'attestation de visite datée et signée par le contrôleur technique pourra conduire au rejet de l'offre.

Les dates de visite des sites sont les suivants :

**Le jeudi 20 mars 2025 à  
SOIT**

**Le vendredi 28 mars 2025 à**

- 08h30 : SATPN - sis 267, allée Maurice Micaux à 97 100 Basse-terre

- 09h30 : Hôtel de Police - sis au Champ d'Arbaud à 97 100 Basse-terre

**Préalablement à la visite, les entreprises devront contacter la cellule Immobilière, à l'adresse ci-dessous, afin de planifier les visites : [cel-immobiliere-satpn971@interieur.gouv.fr](mailto:cel-immobiliere-satpn971@interieur.gouv.fr)  
[gestion-tech-patrimoine-satpn971@interieur.gouv.fr](mailto:gestion-tech-patrimoine-satpn971@interieur.gouv.fr)**

À l'occasion de cette visite, les questions devront être posées sur la plateforme ( PLACE ) afin de respecter le principe d'égalité de traitements d'information.

Les candidats sont réputés avoir eu connaissance de tous les éléments à l'occasion de la visite des lieux pour produire leur offre et ne pourront élever aucune réclamation ultérieure.

### **MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai court à compter de la date à laquelle les entreprises candidates ont reçu les modifications en cause apportées par la personne publique. Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour établir leurs offres, les candidats devront transmettre, par courrier électronique, leurs questions, au plus tard, 10 jours calendaires avant la date limite de dépôt des plis, sur le site dématérialisé de la PLACE de l'État :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions qui arriveront après le délai susvisé ne seront pas traitées.

Une réponse leur sera apportée au plus tard 7 jours calendaires avant la date de dépôt des plis

## **Article 6 : PRIX**

### 6.1 - Evaluation des prix et fournitures

Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges fiscales et parafiscales et aléas résultant du présent marché ainsi que tous les frais afférents au transport, à la manutention, au stockage, destruction des déchets.

Le prix forfaitaire se fera sur la base des prix figurant dans l'acte d'engagement et dans la DPGF.

Dès lors, un bon de commande sera transmis au prestataire pour l'exécution de cette prestation.

Prestation à la demande :

Cependant des prestations supplémentaires pour des besoins occasionnels ou ponctuels pourront être ajoutées au vu d'un devis qui reprendra les éléments du BPU.

► **Attention : Le dossier compte des DPGF comportant des prestations mensuelles - bimensuelles – bimestrielles – semestrielles – biannuelles et annuelles.**

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprévus des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

### 6.2 - Détermination du prix

Les prix forfaitaires sont fermes durant la première année et révisables, au cours des exercices suivants, à la date anniversaire.

### 6.3 - Révision des prix

Le prix est établi sur la base des conditions économiques du mois de la date de signature et sera révisé selon l'indice de l'INSEE.

L'indice de l'INSEE retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations est le suivant : EV4 (indice espaces verts – travaux d'entretien d'espaces verts).

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché suivant la formule de révision :  $P1 = Po (0.125 + 0.875 \times \frac{EV4}{EV4^o})$

EV4°)

#### **Dans laquelle**

P1 = prix révisé, hors TVA

Po = prix initial au moment de la signature du marché

0.125 = partie fixe obligatoire

0.875 = partie variable

EV4 = valeur du même indice pour le mois de révision (ou le dernier mois connu)

EV4° = valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P°

*Le titulaire s'engage à transmettre le détail de l'augmentation des tarifs un mois avant son application. En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure au coût de révision de l'indice INSEE arrêté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.*

## **Article 7 : PÉNALITÉS**

### 7.1 - Montant des pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

En cas de mauvaise exécution d'une obligation du marché ou de retard dans l'exécution de celle-ci, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer, après mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante en application de l'article 14 du CCAG-FCS :

$P = V \times R / 1000$  dans laquelle :

· P = le montant de la pénalité

· V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

· R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les observations négatives seront signalées au titulaire par tous moyens de communication, et sauf prise en compte dans les vingt-quatre (24) heures ouvrables, celles-ci donneront lieu à l'application automatique de réfections (pénalités journalières) conformément aux dispositions suivantes :

- non-exécution d'un entretien 300 € TTC /j de retard
- non ramassage des déchets verts de nettoyage 500 € TTC /j de retard
- non ramassage des détritiques divers 500 € TTC /j de retard

### 7.2 - Modalité de règlement des pénalités

Le prestataire sera réglé du montant de ses factures sous déduction des montants des pénalités éventuellement dues et ce quel que soit le type de pénalité.

L'application des pénalités définies ci-dessus ne remet pas en cause le droit de résiliation dont peut se prévaloir le pouvoir adjudicateur en cas de non-respect de l'une des obligations contractuelles définies dans les documents du marché.

### 7.3 – *Clauses coercitives*

#### **Vérifications - admission**

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG/ FCS, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment demander au contrôleur technique du SATPN d'effectuer une visite contradictoire en vue de constater la bonne ou la mauvaise exécution des prestations demandées au titulaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/FCS, en cas de mauvaise exécution de la prestation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la notification dans la journée de la décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le non-respect des délais entraînera l'application de pénalités de retard prévues à l'article 7.1 du CCP relatif aux pénalités de retard.

### **Article 8 : ASSURANCE**

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement des travaux, qu'il est titulaire d'assurances multirisques et responsabilités civiles et assurance responsabilité professionnelle, en cours de validité, souscrites auprès de compagnies notoirement solvables garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante et illimitée pour les dommages corporels. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, cette dernière sera intégralement à sa charge.

### **Article 9 : PAIEMENT**

Le paiement **des factures** s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours maximum, à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires.

La facture mensuelle sera adressée, par la voie dématérialisée, au CSPI via CHORUS PRO à [https:// www.chorus-pro.gouv.fr](https://www.chorus-pro.gouv.fr)

Le titulaire établira une facture détaillée par lot. Celle-ci devra clairement désigner le libellé du service, le numéro du lot et les prestations réalisées telles qu'elles sont sollicitées et précisées aux annexes. La facture comportera les indications suivantes :

- le nom du service bénéficiaire de la prestation et l'adresse d'intervention,
- la date de facturation,
- l'intitulé du marché et le numéro de l'engagement juridique
- la référence du marché,
- le nom et l'adresse du prestataire,
- le numéro de SIRET du prestataire,
- le numéro de compte bancaire ou postal, avec IBAN (tel que précisé dans l'acte d'engagement), accompagné du R.I.B,
- le taux de la TVA,
- les montants HT et TTC de la prestation.

### **Article 10 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### 10.1 - *Retenue de garantie* : Sans objet

#### 10.2 - *Avance*

Le versement et le remboursement de cette avance se feront conformément aux dispositions de l'article R2191-11 et suivants du code de la commande publique modifiée par le décret 2022-1683 du 22 décembre



2022. Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

### 10.3 – Décision de poursuivre

En cas de prestations supplémentaires et dans la mesure où celles-ci n'entraîneront pas une augmentation du contrat initial supérieure à 30 % du montant initial, le titulaire adjudicateur pourra prononcer la décision de poursuivre au titulaire du marché par le biais d'un avenant.

#### **Article 11 : CHANGEMENT DANS LA SOCIÉTÉ**

En cas de :

- changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer,
- changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale :

- transformation de la SA en SARL ou autres,
- reprise en location gérance,
- fusion, absorption, scission... (Poursuite d'activité),

le prestataire s'engage à transmettre représentant du maître d'ouvrage, en recommandé, les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :

- copie de la publicité parue au journal d'annonces légales,
- copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
- copie de l'ordonnance du tribunal de commerce,
- extrait KBIS.

L'information doit être adressée au SATPN par le prestataire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement.

#### **Article 12 : RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Les conditions de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 7 du (CCAG/FCS).

L'inobservation par le titulaire des dispositions à remettre du présent cahier des charges notamment celles relatives à l'exécution des prestations entraînera la suspension immédiate de tout règlement.

Dans ce cas, un courrier recommandé avec avis de réception sera transmis au titulaire pour l'informer de manquements constatés et lui signifier le délai au cours duquel il aura à faire preuve de ses capacités à tenir ses engagements. Si au terme de cette période les prestations ne sont pas conformes aux stipulations titulaires du marché, ce dernier sera résilié aux torts du titulaire.

#### **Article 13 : Cessions**

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire.

#### **Article 13 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP dérogent aux articles suivants du CCAG/FCS :

Paragraphe 7.1 – alinéa 2 du CCP	Déroge à l'article	14 du CCAG/FCS
Paragraphe 7.3 du CCP	déroge à l'article	27.1 du CCAG/FCS
Paragraphe 7.3 du CCP	Déroge à l'article	28.1 du CCAG/FCS